

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

**Convention collective nationale**

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

**ACCORD DU 16 DÉCEMBRE 2009**  
**RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS**  
**(PACA)**

NOR : *ASET1050332M*  
IDCC : *1596, 1597*

---

Entre :

La fédération régionale du bâtiment Provence - Alpes - Côte d'Azur ;  
L'union régionale CAPEB Provence - Alpes - Côte d'Azur ;  
La fédération Provence - Alpes - Côte d'Azur - Corse SCOP BTP,

D'une part, et

La section régionale Provence - Côte d'Azur - Corse du bâtiment et des travaux publics CGT-FO ;

L'union régionale BATIMAT-TP PACA CFTC ;

L'union régionale construction et bois PACA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

A compter du 1<sup>er</sup> mars 2010, les indemnités de petits déplacements concernant les ouvriers du bâtiment de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur, employés par les entreprises du bâtiment visées et non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, seront fixées comme suit :

I. – Indemnité de repas : 9 €.

II. – Indemnité de frais de transport :

- zone 1 (0 à 10 km) : 2,75 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 4,75 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 6,35 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 8,30 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 10,85 €.

III. – Indemnité de trajet :

- zone 1 (0 à 10 km) : 1,85 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 2,95 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 4,00 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 5,30 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 6,30 €.

Conformément à l'accord régional du 13 avril 1995, la zone 1A est supprimée dans toute la région.

L'indemnité de frais de transport et l'indemnité de frais de trajet sont appliquées de 0 à 10 kilomètres.

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Marseille.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Fait à Marseille, le 16 décembre 2009.

(Suivent les signatures.)